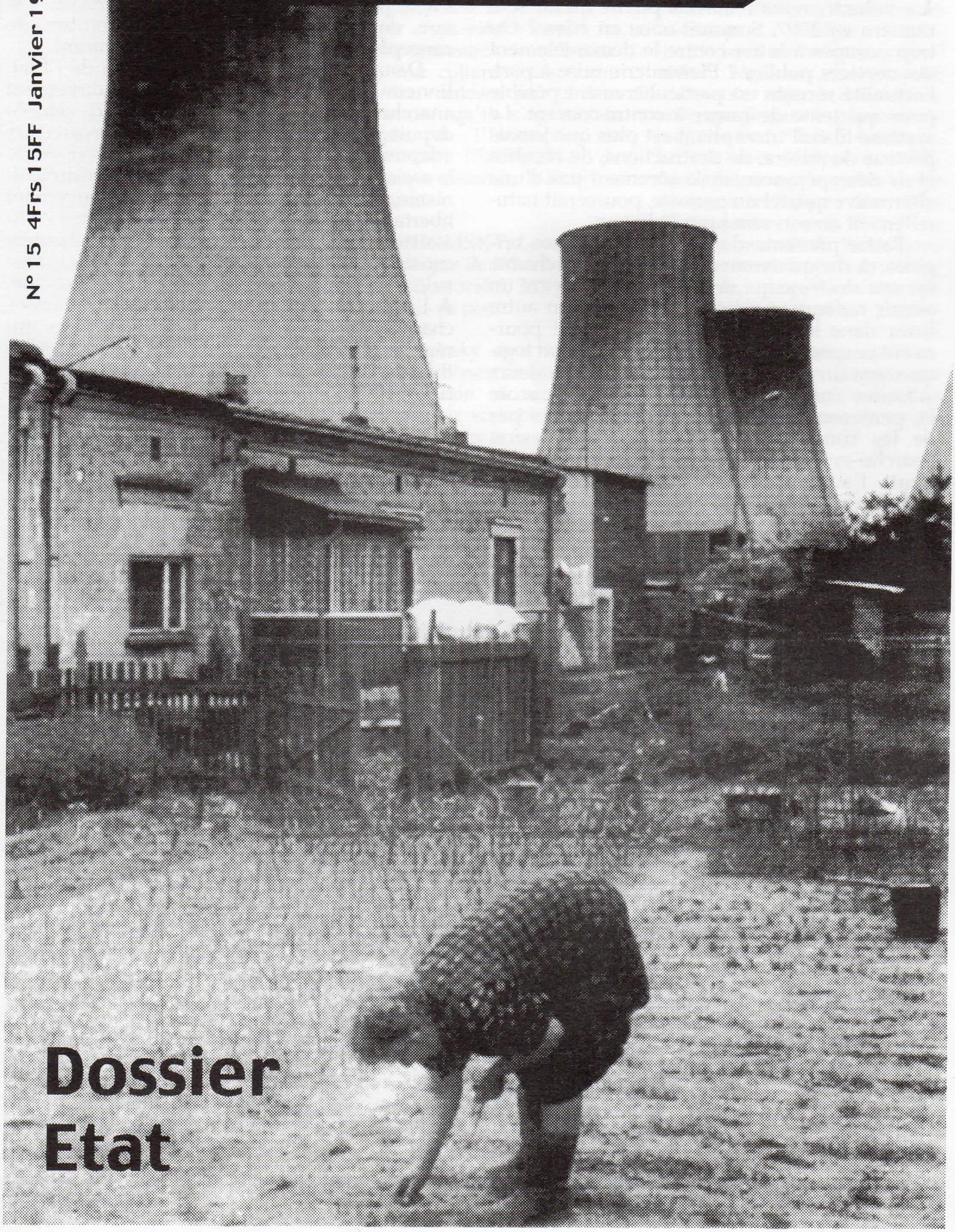
N° 15 4Frs 15FF Janvier 1998

L'AFFRANCHI

Périodique des AmiEs
de l'Association Internationale des Travailleurs



Dossier Etat

éditorial

L'Affranchi est en retard. Malgré notre bonne volonté, nous n'aurons publié qu'un seul numéro en 1997. Sommes-nous en crise ? Ou trop occupés à lutter contre le démantèlement des services publics ? Plaisanterie mise à part, l'actualité récente est particulièrement pénible pour qui tente de ramer à contre-courant. Le système libéral triomphant est plus que jamais porteur de misère, de destructions, de révoltes et de désespérance... mais sûrement pas d'une alternative qui, tel un parasite, pousserait naturellement en son sein jusqu'à le tuer.

Partie prenante du «socialisme» à ses origines et du mouvement ouvrier, l'anarchisme est une doctrine qui, à défaut de promettre un avenir radieux, a posé l'hypothèse d'un autre futur dans lequel la liberté et l'égalité pourraient se concilier. Un tel projet impliquant logiquement un renversement complet des valeurs actuelles : une révolution. Vous en êtes encore là, penseront certains. Nous n'essayerons pas de les convaincre. Périodique de réflexion anarcho-syndicaliste, domicilié en Suisse mais dont l'audience dépasse les frontières, l'Affranchi s'adresse en priorité à celles et ceux qui partagent ces quelques postulats. La nouvelle formule que nous proposons aujourd'hui, repose sur le principe du numéro thématique. Il s'agit, pour nous, de rappeler et de tester, à la vue de l'actualité, un certain nombre de concepts (d'idées) propres à notre courant.

L'AFFRANCHI

PÉRIODIQUE DES AMIES DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE TRAVAILLEURS

ÉDITEUR RESPONSABLE ANDRÉ BÖSIGER

Pour toute correspondance

RÉFLEXIONS SOCIALES CASE POSTALE 172
CH - 1000 LAUSANNE 6 - OUCHY - SUISSE

ABONNEMENT : 5 NUMÉROS 20 FRS (80FF)

VERSEMENT : ASSOCIATION RÉFLEXIONS SOCIALES
CCP 10-5082-6 LAUSANNE

Dans se numéro, il sera question de l'Etat. Ennemi public numéro un du mouvement anarchiste dès ses origines, celui-ci semble depuis un certain temps, se faire de nouveaux adeptes dans nos rangs. Après celle réussie de la social-démocratie, pour ne pas parler du léninisme, la conquête étatique du mouvement libertaire a-t-elle d'ors et déjà commencé ? Ou assistons-nous à la récupération, par d'autres courants politiques à la recherche d'une image valorisante, d'une idéologie trop mal défendue. A l'heure où l'on (re)découvre les immenses charniers laissés derrière lui par le système qui régissait l'URSS et ses satellites, il n'est pas bien difficile de deviner qui pourrait se cacher derrière une telle OPA[1].

Le premier des articles que nous proposons, part d'une difficulté à laquelle nous sommes confrontés quand, en tant que salariés (ou usagés) des services de l'Etat, nous sommes amenés à nous défendre contre les attaques que nous subissons. N'y a-t-il pas une contradiction à rejeter l'Etat et à se battre pour la défense des emplois ou de certaines prestations qu'il fournit ? Sans anticiper sur la démonstration proposée, il est tout de même utile de rappeler qu'une infirmière, un postier ou une institutrice, ne jouent pas exactement le même rôle qu'un gendarme ou un membre du gouvernement. Cela dit, l'Etat n'est que très accessoirement — et surtout quand cela lui permet de garantir la paix sociale — le défenseur de la veuve et de l'orphelin; et il est bien loin de constituer un ultime rempart contre le capitalisme triomphant... A l'heure actuelle, nous voyons plutôt les «failles» parfaitement légales qu'il offre à un milliardaire comme Martin Ebner, de la BZ Bank, pour échapper à l'impôt. Et ne parlons pas des larmes de crocodile versées par les politiciens de gauche et de droite, à l'annonce de la fusion des deux grandes banques suisses SBS-UBS et des milliers de suppressions d'emplois qu'elle implique.

Deux autres articles exposent les théories relatives à l'Etat de plusieurs penseurs anarchistes. On nous signale que certaines de ces idées sont désormais partagées par des historiens qui ne sont pas nécessairement libertaires. Le but de ces exposés n'est pas purement affir-

éditorial

matif; il ne s'agit pas de rappeler des dogmes intangibles, mais de soumettre à notre réflexion des idées dont la solidité devrait, en tout temps, être soumise à l'épreuve des faits.

Enfin un article s'est attelé au difficile problème basque. Cette contribution se veut critique et sort de ce qu'on a l'habitude de lire sur ce thème. Elle a le mérite de traiter la question de l'intérieur. Offrant un autre regard sur cette région d'Europe qui a connu, ce dernier quart de siècle, un mouvement social des plus combatif et qui est, désormais, embourbée dans une confrontation sans issue entre lutte armée et répression.

Comme le signalent nos camarades des jeunesses libertaires de Bilbao[2], par ses derniers assassinats politiques, l'ETA a réalisé ce qu'aucun parti n'avait réussi jusqu'ici : obtenir l'appui d'une grande majorité de la population basque à la classe politique et aux «forces de sécurité». Les libertaires rejettent par principe la violence, quand d'autres moyens peuvent être utilisés. Mais ceci dit, nous n'avons pas pour habitude de hurler avec les loups. Au moment où les vingt-trois dirigeants de l'organisation légale Herri Batasuna viennent d'être condamnés à sept ans de prison, pour avoir passé une vidéo dans laquelle on voyait des activistes armés, il faut rappeler que, dans toute cette affaire, l'Etat espagnol a pour l'essentiel gardé l'initiative. Prétendant jouer la carte de l'apaisement face aux «etarras», il s'accommode d'une situation qui devrait, à court ou moyen terme, marginaliser aussi bien le nationalisme radical que les luttes sociales.

PHOTO L'AFFRANCHI

Sans remonter jusqu'à l'action du GAL — cette émanation des services de renseignements espagnols qui assassinait des Basques en territoire français, sous le gouvernement de Felipe Gonzalez —, il n'est pas inutile de rappeler la revendication que les autorités refusent aujourd'hui de satisfaire : le regroupement des prisonniers de l'ETA dans des prisons basques. Refusant d'appliquer sa propre loi qui dit que «tout prisonnier devra accomplir sa peine dans la prison la plus proche de son lieu de résidence», en vue d'une réinsertion sociale, l'Etat espagnol a préféré voir certains de ses serviteurs se faire assassiner plutôt que de «céder au chantage».

D'un cas particulier, on ne peut certes tirer une règle générale. Cependant, et jusqu'à preuve du contraire, nous restons convaincus que la puissance politique vise essentiellement à la perpétuation de son pouvoir, dut-elle diviser pour régner, dut-elle entretenir des guerres ou des zones de fixation localisées qui légitiment à tout coup son existence.

1. OPA : terme boursier signifiant opération peu amicale.
2. Voir *CNT* décembre 1997, p. 28.

pub

C. A. S.
Communautés Anarchistes Solidaires
http://www.tao.ca/~cas/

AUJOURD'HUI
Hebdomadaire à paraître début 1998
Contacts: case postale 664
1211 Genève 4
e-mail: cas.ch@tao.ca
Sur le Net:
www.ca/~cas/aujour.html

DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC OU DÉFENSE DE L'ÉTAT ?

Par Bonnie & Clyde

Privatisations, offensives contre le service public... la politique néo-libérale qui doit permettre à nos industriels de se placer sur le terrain de la concurrence internationale, sans faux frais et sans impôts excessifs, ne fait que commencer.

Face à ces attaques, la résistance s'organise. Elle s'exprime par des manifestations et des grèves dans lesquels on retrouve des salariés des services publics. Ces mouvements sont aussi accompagnés de discours idéologiques visant à revaloriser la légitimité et les fonctions de l'Etat. On a pu voir à la TV un Daniel Cohn-Bendit déclarer qu'à Francfort, la police faisait du travail social. Même, plus proches de nous (sur un plan géographique), certains libertaires sont aujourd'hui les plus farouches défenseurs de l'Etat, allant jusqu'à rédiger une Constitution «alternative» pour un canton suisse, de la façon la plus officielle qui soit.

A l'heure où la mondialisation de l'économie ainsi qu'un certain nombre d'instances supranationales (FMI, G7...) imposent aux différents gouvernements leurs politiques financières, l'Etat nous est présenté comme un rempart susceptible de contenir les méfaits du capitalisme. C'est assez paradoxal, mais dans les rangs de la «gauche de la gauche», on semble de plus en plus convaincu que le salut ne peut venir que d'une politique volontariste menée par des gouvernements socialistes (ou socialo-communistes). Aux yeux de certains militants, les seules alternatives à l'heure actuelle seraient soit de «réhabiliter Keynes», soit de mettre en place «une politique économique capitaliste planifiée à moyen terme»[1]. Ces «gauchistes», qui portent notamment leurs espoirs sur les mesures légales de réduction du temps de travail, nous expliquent que «la relance de la masse sala-

riale par la création d'emplois sera bonne pour la croissance, donc pour le budget de l'Etat et l'activité des entreprises»[2].

Il s'agit, on le voit, d'un programme en plusieurs étapes. Tout d'abord, il faut évidemment faire élire un gouvernement de gauche, ensuite le convaincre de mener à bien la politique désirée, cette seconde tâche (comme la précédente ?) étant dévolue aux mouvement sociaux. Enfin, il reste à espérer qu'une telle politique entraînera les effets escomptés...

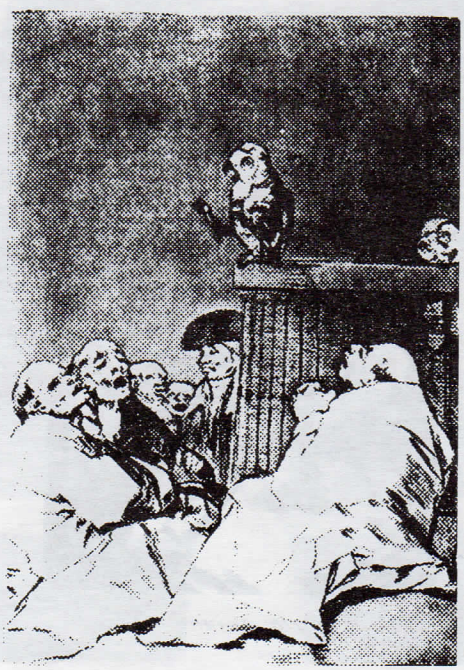
Traditionnellement, les anarchistes ont mené une critique de l'Etat, dans ses dimensions gouvernementales, répressives et hiérarchiques: il nous semble utile de le rappeler brièvement ici, afin de montrer combien le chemin qui nous est proposé ci-dessus est aléatoire et risqué.

Il existe dans le public une confusion entre l'idée d'Etat comme pouvoir séparé et l'image de la communauté nationale. On dit «mort pour la France» et non «mort pour le gouvernement» ! Cette confusion, toujours entretenue, repose sur le postulat suivant lequel les êtres humains seraient par nature en concurrence perpétuelle et qu'un arbitre est indispensable pour assurer la sécurité et la collaboration entre les gens. Or les anarchistes ont la conviction que la solidarité et la coopération constituent la base de l'humanité, que l'homme est un être social par nature et que la société ne se divise en classes que lorsque des centres de pouvoir parviennent à s'imposer. En d'autres termes, le goût du pouvoir serait premier et le désir d'enrichissement matériel n'en serait qu'une conséquence. Sans discuter ici de la justesse de ces idées, il nous semble clair que l'Etat offre, par ses lois relatives à la propriété privée notamment, le cadre qui rend possible l'exploitation capitaliste. Dans ce contexte, le discours libéral du «moins d'Etat» est particulièrement cynique. Des gens qui sont parvenus à accumuler des richesses grâce au pouvoir, à l'exploitation, aux guerres, à l'héritage... prétendent que la majorité, exclue depuis toujours de l'accès aux moyens de production, devrait se prendre en charge par elle-même. D'abord on vous prend tout, puis on vous dit : débrouillez-vous !

Retour de l'Etat-providence ?

Ce qui vient d'être dit n'explique pas cependant l'apparent conflit entre la logique étatique et la logique marchande. A l'heure actuelle, tout se passe un peu comme si, en paraphrasant Marx, le développement des forces productives (plutôt du système financier et marchand) entrait en conflit avec les rapports de production (l'organisation politique) et tendait à les déborder. Mais au lieu d'annoncer le règne du prolétariat, les gains de productivité n'entraînent rien d'autre que des pertes d'emploi.

Les différents gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, n'ont pas une grande marge de manœuvre. Tous, à l'heure actuelle, tendent à adapter leur infrastructure en lui faisant subir un «régime-minceur» dans l'idée d'attirer les capitaux et de devenir plus performant au niveau mondial[3].



La seule entrave apparente à cette guerre commerciale étant le développement d'institutions supranationales (telle l'Union européenne) sensées mieux résister à la concurrence grâce à la protection de leur marché intérieur. Tout le problème étant d'éviter le dumping social entre les différents membres de ces alliances...

Dans ce contexte, imaginer qu'un gouvernement, fut-il de gauche, s'engage sérieusement et rapidement à mettre sur pied un véritable «Etat-providence» ne nous paraît guère vraisemblable. Mais ceci dit, ce genre de politique n'a jamais sérieusement menacé le système capitaliste, bien au contraire.

Dans l'après-guerre, l'«Etat-providence» a permis de pacifier les rapports de classe. Ce fut une réponse aux luttes sociales issues de la résistance et un moyen d'intégrer les partis communistes qui y avaient joué un rôle important. Il est intéressant de noter que ce système de redistribution, ce «capitalisme à visage humain» a connu un essor particulier dans les pays «démocratiques» qui risquaient le plus de passer dans la zone d'influence soviétique comme l'Italie, la France ou les pays scandinaves.

A l'heure où le système libéral n'a plus de concurrent, on voit mal ce qui pourrait l'encourager à mettre sur pied un nouveau plan Marshall. Cependant, si d'aventure nous devions assister à des mobilisations qui prendraient la forme d'une dynamique anticapitaliste significative, il est intéressant de savoir que des «avant-gardes» sont déjà prêtes à nous entraîner dans le même type d'impasse que

celle qu'a connu le mouvement ouvrier après 1945.

Renouer avec le réformisme... au bénéfice de qui ?

En ce qui nous concerne, nous ne croyons pas que le discours idéologique qui prétend que l'extrême-gauche doit aujourd'hui se consacrer «à diffuser des idées et à susciter des actions visant à pousser les partis de gauche au pouvoir dans la plupart des pays européens à renouer avec le réformisme»[4] poursuive sérieusement cet objectif. Il s'agit plutôt, pour certains en tout cas, d'un argument de vente sur le marché de la médiation politique. Toute une série de facteurs sociaux, générationnels... sont en train de pousser des gens, qui ont constitué un appareillage théorique hors du commun et qui rongent leur frein depuis bien longtemps, à «tourner leur veste». Dans un contexte où les bonnes places sont de plus en plus rares et où certaines compétences n'ont guère de chance de trouver preneur en dehors des coulisses du pouvoir, des choix «déchirants» peuvent ainsi être faits en toute bonne conscience.

La défense du service public peut être conçue de deux manières. Il est à nos yeux parfaitement légitime de défendre une certaine forme de redistribution qui a été mise en place pour différentes raisons historiques. Qu'il s'agisse d'«acquis» gagnés par des mobilisations antérieures, ou de «carottes» adoptées de manière préventive par les gouvernements pour garantir la paix sociale est ici sans importance. Le seul critère valable étant l'utilité sociale des prestations fournies et la possibilité pour une partie de la population de trouver un emploi, c'est-à-dire d'avoir un revenu acceptable.

La question se pose en des termes différents, s'il s'agit de lutter pour permettre à des politiciens et des technocrates d'occuper des places stratégiques dans la hiérarchie de l'Etat, afin de «pistonner» une clientèle politique particulière. A l'heure où le marché de l'emploi se rétrécit comme peau de chagrin, il n'est malheureusement pas toujours simple de séparer les deux démarches. Pourtant, cela nous semble extrêmement important.

Durant les «bonnes années», la classe politique a systématiquement servi les intérêts d'une bourgeoisie dont elle était elle-même issue. Combien d'entrepreneurs et de commerçants n'ont-ils pas directement profité des investissements publics ? En échange de leurs bons et loyaux services, les politiciens se voyaient offrir des fauteuils dans les conseils d'administration à la fin de leurs mandats, quand ce n'était pas des dessous de table au coup par coup. Les scandales qui éclatent aujourd'hui en Valais ou à Fribourg ne sont que la pointe de l'iceberg.

Avec la mondialisation, la bourgeoisie nationale frappée d'obsolescence se trouve désormais en concurrence avec une «noblesse d'Etat» qui la remplace partiellement sur un plan disciplinaire. Le patron paternaliste qui faisait régner l'ordre parmi ses ouvriers et employés se voit supplanté, de plus en plus souvent, par des «chômagistes» culpabilisants ou des «formateurs» arrogants et méprisants.

Lutter au sein de la fonction publique

Le rôle principal de l'Etat est le contrôle social, soit la répression et la diffusion de l'idéologie dominante. Cependant, il prend aussi en charge, au niveau des services publics, des tâches utiles dans les domaines de la santé, de la formation et des transports par exemple. Cela dit, ces tâches ne sont pas réalisées d'une manière neutre. Il faut toujours avoir en tête que les ressources que l'Etat mobilise servent avant tout à légitimer l'action de ses dirigeants et le maintien de ses hiérarchies.

Dans ce cadre, notre combat, c'est la défense et l'exigence de prestations qui nous paraissent utiles, dans le but qu'elles soient accessibles à tous. Ce sont des revendications relatives au maintien et à la création d'emplois de qualité. C'est aussi la lutte contre les inégalités, notamment salariales, et contre l'arbitraire du copinage sur le plan de l'embauche avec ce qu'il implique de clientélisme et de soumission idéologique.

Repenser la solidarité

Quels que puissent être nos espoirs quant aux résultats des mouvements de résistance à l'offensive libérale, il est à craindre que ces prochaines années, de plus en plus de gens se retrouvent marginalisés, précarisés, condamnés à des emplois poubelle. On peut penser aussi que l'Etat va progressivement abandonner de larges pans de l'aide sociale et/ou qu'il va désormais

l'accompagner de mesures restrictives et disciplinaires de plus en plus dures.

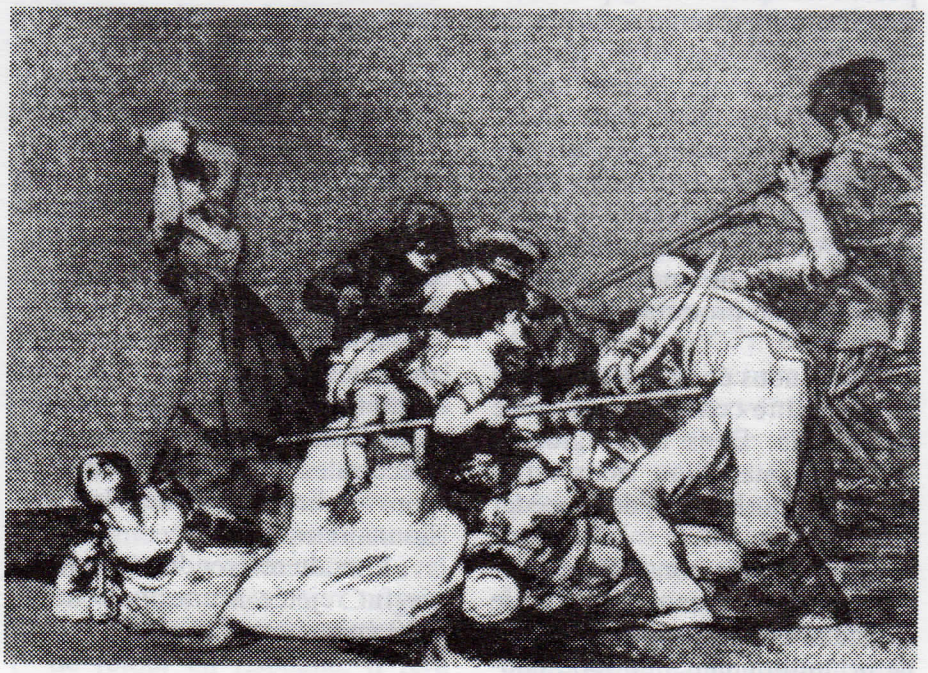
Historiquement, le mouvement ouvrier s'est construit sur trois institutions : les syndicats, les coopératives et les partis politiques. S'il est clair que la participation au gouvernement ne profite qu'à une caste minoritaire et que le parlementarisme implique délégation de pouvoir et promesses non tenues, les deux autres types d'organisation ne sont pas non plus exemptes de problèmes. Les syndicats officiels sont intégrés et défendent principalement des intérêts corporatistes; quant aux coopératives, l'histoire nous a montré qu'elles se transforment rapidement en entreprises commerciales comme les autres.

Nos lecteurs savent que nous sommes impliqués, sur le plan international, dans une dynamique de renouveau de l'anarcho-syndicalisme. Par contre, nous n'avons guère approfondi jusqu'ici le thème des coopératives. Contrairement à d'autres, nous ne pensons pas que de telles entreprises puissent se développer largement et constituer une sorte de contre-société au sein du système actuel. En revanche, elles peuvent être envisagées comme des outils de résistance, une possibilité d'autonomie pour des militants sans emploi et peut-être une occasion de satisfaire des besoins négligés par l'économie capitaliste et l'Etat. Mais pour éviter de trop nombreux déboires, il faudrait que de telles initiatives s'insèrent dans des dynamiques de luttes plus larges et qu'elles évitent les tentatives de récupération... c'est une musique d'avenir, mais qu'il faut explorer.

Et l'utopie...

D'un autre côté, une critique sérieuse des institutions étatiques passe nécessairement par la présentation d'alternatives crédibles. Le fédéralisme libertaire sur le plan politique au même titre que l'autogestion, le collectivisme ou le communisme sur le plan économique doivent être repensés au vu des événements de ce siècle. Qu'est-ce qui nous permet de croire que dans une société anarchiste, les rapports de pouvoir et les inégalités ne réapparaîtraient pas ? Au nom de quoi peut-on affirmer que si l'on supprime l'Etat et le capitalisme, la société sera enfin réconciliée avec elle-même ? Peut-il exister un marché solidaire, non capitaliste ? Un système administratif qui n'évolue pas vers la bureaucratie ? Une démocratie qui ne repose pas sur la démagogie et le charisme ? Des réponses partielles ont été données par un certain nombre de penseurs anarchistes, mais ce chantier a trop longtemps été abandonné. Il nous faut maintenant vérifier la solidité des fondations et nous remettre à la tâche.

❐



Notes

1. Jean-Marie Heinrich, *Sur la conjoncture* in «A contre courant» n°86, août 1997. Cet article a suscité un vif débat in «A contre courant» n°88, octobre 1997 (A contre courant. BP 2123, 68060 Mulhouse cedex).

2. Thomas Coutot et Pierre Khalfa, *Pour sortir de l'étau néolibéral* in «Le Monde» 8 octobre 1997. Thomas Coutot est signataire de l'Appel des économistes pour sortir de la pensée unique. Pierre Khalfa est secrétaire fédéral du syndicat SUD-PTT.

3. C'est ce qui a été réalisé en Nouvelle-Zélande où une réforme particulière drastique a été menée à bien «par des gouvernements de tendances politiques différentes, au-delà des clivages gauche droite». Celle-ci a permis la relance de la croissance, mais à quel prix : «licenciement brutal de fonctionnaires (de 22'000 à 4'500 employés du rail), syndicats mis au pas, conventions collectives jetées aux orties, marché du travail déréglementé, subventions à l'agriculture supprimées (...). La médaille a son revers : apparition de soupes populaires et de maladies de carence, chômage de longue durée touchant 70'000 personnes, manque de moyens pour les secteurs de la santé et de l'éducation.» «Le Nouveau Quotidien», 10 novembre 97.

4. Jean-Marie Heinrich, *Sur la conjoncture*, art. cit.

Plumez les millionnaires

Le texte qui suit est extrait du livre de Pavel & Clara Thalmann, *Combats pour la liberté*, récemment réédité aux éditions La Digitale. Toute ressemblance avec des événements récents ou à venir ne serait évidemment que pure coïncidence.

Le thème principal de la campagne électorale du parti socialiste avait été le refus catégorique de réduire les salaires des fonctionnaires de 12% comme l'exigeaient les partis conservateurs. Dans les années trente, le taux de chômage était encore très élevé à Bâle. Afin de diminuer le déficit du budget, la bourgeoisie demanda alors, d'une façon démagogique, un dégrèvement des salaires dans la fonction publique, soulignant que le personnel était non seulement surpayé, mais qu'en plus il jouissait de la sécurité de l'emploi. La «majorité rouge» avait été acquise en partie grâce à une action massive du syndicat du personnel des services publics (le VPOD) sous la conduite de son secrétaire, Fritz Bechbühl. Par la suite, celui-ci fut nommé ministre de l'Intérieur au gouvernement cantonal.

Une fois le pouvoir assuré, les socialistes oublièrent leurs promesses électorales. Ils découvraient subitement les «intérêts de l'Etat», selon leurs propres termes. Mais comme les partis bourgeois avaient toujours la majorité au parlement cantonal, ils étaient en mesure de causer des difficultés aux socialistes. Ils annoncèrent d'ailleurs sans tarder une opposition très dure. Sous cette «pression», les représentants gouvernementaux capitulèrent rapidement. La majorité du parlement insista sur une diminution des salaires des fonctionnaires et mit donc la majorité gouvernementale devant l'alternative, soit d'accepter, soit de provoquer une crise très grave entre le gouvernement et le parlement. La direction du parti socialiste céda et s'inclina devant l'exigence de la bourgeoisie, proposant toutefois un compromis, à savoir un dégrèvement de 6% au lieu de 12%. Les règles du jeu démocratique ne furent même pas respectées ni le parti ni les électeurs n'ayant été mis au courant de l'accord tacite passé entre le gouvernement et le parlement. A notre grand étonnement, cette décision ne suscita pratiquement aucune protestation dans le parti.

Mais nous étions bien décidés à nous battre contre cette attitude lamentable. Dans notre groupe, l'«Action marxiste», nous réfléchissions sur la façon de procéder (...).

Après avoir consulté les statistiques annuelles de la ville, je constatai qu'il y avait une centaine de millionnaires et 3000 chômeurs à Bâle. Pourquoi ne pas procéder à une bonne saignée de Messieurs les millionnaires ? Je rédigeai le texte d'une proposition de loi en faveur d'une imposition de 5% sur la fortune de ces riches bourgeois. Sans en aviser les instances du parti, nous commençâmes alors à récolter des signatures. Cette initiative fut très bien accueillie par les ouvriers et eut un effet particulièrement galvanisant sur les chômeurs qui la signèrent en masse. Deux mille signatures furent rassemblées en moins de deux semaines, c'est-à-dire 500 de plus que nécessaire. Au début, les socialistes ignorèrent totalement notre action; par contre, les communistes attaquèrent ce qu'ils nommèrent une action aventureuse, manigancée par le trotskiste Thalmann. Nous présentâmes nos signatures et, comme le nombre exigé par la loi était atteint, il fallait procéder à un référendum (...).

Tous les moyens étaient bons pour nuire à l'initiative prise contre les millionnaires de la ville. (...) Le sabotage dura jusqu'à la date du référendum qui avait été reporté au milieu de l'été. Les partis bourgeois et les socialistes nous attaquèrent impitoyablement, en s'appuyant sur une propagande ignoble contre laquelle nous ne pouvions nous défendre. Nous n'en avions pas les moyens financiers et il n'était pas question de s'unir aux communistes. Nous dûmes donc nous contenter de larges bandes collées la nuit sur les affiches électorales et sur lesquelles on pouvait lire : «Plumez les millionnaires».

Lors du référendum, l'initiative fut rejetée à une majorité de 600 voix...

L'État et les anarchistes "historiques" : Proudhon, Bakounine, Kropotkine et Reclus

Par G. Amista

L'opposition des anarchistes à l'État est certainement un des éléments de la doctrine le plus largement connu en dehors des «cercles» libertaires. Il nous a semblé intéressant d'étudier les origines de cette opposition chez les penseurs du dix-neuvième siècle qui ont fixé les grands cadres du corps doctrinaire de l'anarchisme.

Critique de l'autorité

Il nous faut, tout d'abord, constater que la critique de l'État par les anarchistes se rattache à une tradition immémoriale de remise en cause de l'Autorité. Ainsi, Max Nettlau, dans son histoire de l'anarchisme, lui attribue comme ancêtres diverses écoles de pensée et individus qui ont marqué leur défiance à l'égard des rapports autoritaires. Il cite tour à tour et chronologiquement le philosophe stoïcien Zénon, des sectes chrétiennes primitives (adamites, illuministes), les encyclopédistes, les non-autoritaires de la révolution française, etc.

Si nous suivons Nettlau, c'est, avant toute chose, le refus de l'Autorité, inhérent à la pensée anarchiste et à l'idéal de liberté totale de l'individu qu'elle défend, qui conduit les anarchistes à s'attaquer à l'État; Proudhon le dit dans sa fameuse phrase «*quiconque met la main sur moi pour me gouverner est un usurpateur et un tyran : je le déclare mon ennemi*», et Bakounine présente la révolte, au début de *Dieu et l'État*, comme un des trois éléments fondamentaux constitutifs de l'humanité.

L'État est donc pour les anarchistes une forme particulière de structure autoritaire qui n'est pas unique, mais certainement la plus totale au moment historique précis qui la voit s'imposer. Aussi, vont-ils tenter d'en comprendre la nature et le fonctionnement.

La morale de l'État

Kropotkine accomplit ce travail en faisant l'histoire de l'État, ce qui lui permet de découvrir que cette histoire est celle de la double tentative d'intrusion de l'État dans toutes les activités humaines et d'élimination des autres modes d'organisation pré-existants.

Cette recherche de puissance amène l'État à devenir le modèle d'organisation dominant; seul un état pouvant s'opposer à l'expansionnisme d'un autre état, les groupements humains territorialement définis vont s'organiser selon le modèle étatique. De la sorte, tout état est en lutte perpétuelle contre sa propre population, sur laquelle il doit maintenir et sans cesse assurer son pouvoir, et contre les autres états qui menacent, par définition, son intégrité.

Telle est la morale de l'État, une morale de la puissance. Justement, Bakounine définit les rapports entre la société des hommes et l'État comme l'affrontement de deux morales, celle de l'État étant le «*renversement de la morale humaine*», c'est-à-dire une morale qui cherche à entraver la «naturelle» solidarité qui existe entre les hommes jusqu'à se substituer à la morale universelle de l'humanité. Kropotkine s'oppose à ce désir manifesté par l'État de tout contrôler, de tout prendre en charge, estimant qu'aucune «*institution sociale ne peut se prêter à tous les buts*». Selon lui, l'État se plaque sur la société. Ce faisant, il met un frein à l'entraide et à la créativité humaines qui ont pu se manifester, par exemple, dans les communes libres du Moyen Âge. L'État n'émane pas de l'humanité, il est «*l'institution, développée dans l'histoire des sociétés humaines pour empêcher l'union directe entre les hommes, pour entraver le développement de l'initiative locale et individuelle, pour broyer les libertés qui existaient, pour empêcher leur nouvelle éclosion*».

Bakounine voit, dans l'existence de cette morale propre à l'État, la preuve que celui-ci constitue «réellement» une entité particulière, attentive, par dessus tout, à sa propre conservation. Il écrit: «*la loi suprême de l'État, c'est la conservation quand même de l'État*».

Régimes politiques et immutabilité de l'État

Cette nature profonde de l'État rend tout aménagement de surface sans intérêt. Les divers régimes politiques sont des variations moindres qui toutes utilisent les mêmes moyens étatiques. D'accord avec Proudhon, lorsque celui-ci déclare que «*Le despotisme n'est pas autant dans la forme de l'État ou du pouvoir que dans le principe de l'État ou du pouvoir politique lui-même*», les anarchistes rejettent le régime représentatif de la même

manière, et avec la même détermination, que tous les autres régimes. Kropotkine citera, comme exemple de cette immutabilité de l'État, le cas de la Troisième République française qui «*malgré sa forme républicaine de gouvernement est restée monarchique. Les détenteurs du pouvoir ont changé de nom; mais tout cet immense échafaudage ministériel, toute cette organisation de ronds de cuir centralisés, toute cette imitation de la Rome des Césars (...) sont restés*».

De fait, on ne peut, en aucune façon, utiliser l'État à des fins bénéfiques – il faut entendre libératrices –, car il n'a pas été créé pour cela. Vouloir réformer l'État est sans intérêt pour les anarchistes, et c'est un rêve néfaste que de croire que «*la vieille machine*, (...), *lentement élaborée au cours de l'histoire pour broyer la liberté, pour écraser l'individu, pour asseoir l'oppression sur une base légale (...) deviendra l'instrument, le cadre pour faire germer une vie nouvelle, pour asseoir la liberté et l'égalité*».

État et Révolution

On ne peut donc pas changer la société au moyen de l'État; il est, irréductiblement, l'ennemi d'une Révolution qui ne peut s'accomplir qu'à la condition de sa disparition. Nous touchons là à un point essentiel qui oppose les socialistes autoritaires et les anarchistes. Les premiers pensent qu'il faut utiliser l'État dans le processus révolutionnaire. Ce serait même, disent-ils, une erreur grossière que de ne pas se servir d'une structure déjà en place, à laquelle les individus sont habitués, et qui, passant des mains des exploiteurs à celles des exploités, pourrait faire «*le bien au lieu du mal*». Il s'agit là d'une méconnaissance totale de la nature historique de l'État mise à jour, nous l'avons vu plus haut,

par Kropotkine. En outre, ce serait pour Bakounine la pire des choses que l'avènement d'un régime prolétarien. Celui-ci réaliserait, en effet, la plus désastreuse des combinaisons, énoncée par Proudhon, entre le socialisme et l'absolutisme. L'existence d'un État populaire, qui prétendrait représenter le prolétariat, sa volonté et ses désirs, et qui saurait donc «naturellement» et automatiquement ce qui est bon pour le peuple, inquiète Bakounine au plus haut point. Nous comprenons aisément la frayeur de Bakounine, tant les plans des socialistes autoritaires regroupés autour de Marx vont à l'encontre de toutes ses idées sur la liberté et la libre organisation des individus. En outre, Bakounine voit dans l'affirmation par Marx du caractère scientifique de ses théories une raison supplémentaire d'effroi, car il comprend l'impossibilité pour quiconque de critiquer et de modifier, une fois établi, un État populaire décrétant son existence scientifiquement justifiée. A ce sujet, la clairvoyance de Bakounine est telle qu'il décrit dans *Fragment formant une suite à l'Empire knouto-germanique* ce que sera, quelques trente années plus tard, le régime bolchévique. Il livre alors ces phrases prophétiques: «*Il n'y aura donc plus de classe privilégiée, mais un gouvernement* (...) *qui ne se contentera pas de gouverner et d'administrer les masses politiquement, comme le font les gouvernements d'aujourd'hui, mais qui encore les administrera économiquement, en concentrant en ses mains la production et la juste répartition des richesses, la culture de la terre, l'établissement et le développement des fabriques, l'organisation et la direction du commerce, enfin l'application du capital à la production par le seul banquier, l'État. (...) Ce sera le règne de l'intelligence scientifique, le plus*

aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant de tous les régimes. Il y aura une nouvelle classe, une hiérarchie nouvelle de savants réels et fictifs (...). Et alors, gare à la masse des ignorants. Un tel régime ne manquera pas de soulever de très sérieux mécontentements dans cette masse et, pour la contenir, le gouvernement illuminateur et émancipateur de M. Marx aura besoin d'une force armée non moins sérieuse».

Une classe d'État : la bureaucratie

Si Bakounine ne croit pas à la théorie du dépérissement de l'État, c'est aussi qu'il sait que tout État, même prétendument prolétarien, donne naissance à une classe spécifique dont la raison d'être est de le servir, et dont la propre survie dépend directement de celle de l'État qu'elle sert. Il n'ignore donc pas que la nouvelle classe de l'État populaire n'acceptera jamais de disparaître et qu'elle travaillera même à son propre renforcement, se comportant ainsi comme toute classe d'État.

En effet, l'État ne peut imposer sa volonté sans une classe pour le faire fonctionner : la bureaucratie. Sans elle, «*l'État despotique ne pourrait exister un seul jour*» (Bakounine). Les individus qui constituent cette classe ont tout intérêt à ce que l'État dure et prospère, car c'est, de la sorte, leur situation personnelle qui se trouve assurée. Pour Bakounine, jamais un serviteur de la machine administrative n'essaiera de «*l'enrayer ou de la stopper*», car tout fonctionnaire est, quelle que soit au départ la valeur morale de l'individu, corrompu par sa fonction, par son rapport avec l'État, entité fondamentalement corruptrice.

Élisée Reclus s'en prend aussi à la bureaucratie dans *l'Homme et la terre*, selon une approche prosaïque basée sur l'observation de la société de son temps. C'est, dit-il, cette classe qui permet, par son action, aux lois de l'État d'enfermer les individus dans «*la cage de l'autorité*» et qui nuit «*de toutes manières* [à] *l'initiative individuelle en l'empêchant de naître, puis en retardant, en arrêtant, en immobilisant les travaux qui lui sont confiés*». Car, pour Reclus, l'État est aussi l'ennemi du progrès et, à ce titre, il écrit en plusieurs endroits qu'il préfère nettement l'organisation industrielle à celle de l'État. Au moins, la première a comme souci de diminuer «*le nombre des articles inutiles et à produire la plus grande somme de résultats avec le mécanisme le plus simple*». Reclus voit le bureaucrate comme un perpétuel «empêcheur

de produire en rond», et il en donne dans *L'Homme et la terre* l'image la plus classiquement négative en le décrivant comme obligatoirement paresseux, faisant preuve de mauvais vouloir, sorte de personnage nuisible «*protégé par un grillage*» pouvant «*se permettre d'être grossier envers quiconque*». Pour lui, le fonctionnaire n'est pas un travailleur, il est un parasite qui vit du travail des autres, plus il est bas dans la hiérarchie, plus il se «*conduira mal*», abusant, à outrance, du minuscule pouvoir que lui confère sa charge. Cette «haine» du fonctionnaire l'entraîne à considérer la «*démocratie*» (les guillemets sont de Reclus) comme le pire des régimes, dans la mesure où il est le plus propice à la multiplication des emplois publics, chaque électeur réclamant son «*lambeau de pouvoir*».

Nous retrouvons cette critique de la lenteur et de l'inefficacité bureaucratique, peu ou prou, chez tous les auteurs étudiés pour ce travail. Ainsi Kropotkine cite, dans sa conférence *L'État, son rôle historique*, l'anecdote du déplacement d'un arbre tombé sur une chaussée dont le retrait nécessite la rédaction d'une cinquantaine de documents.

Au service d'une classe : l'État et l'exploitation économique

Mais les bureaucrates ne sont pas les seuls à trouver avantage à l'existence de l'État. En effet, la classe des «*riches et des exploiteurs*» a partie liée avec l'État et ses chefs. Ces deux groupes constituent l'élite de la société, ce sont eux qui la dirigent. Les rapports entre ces deux classes vont jusqu'à la plus totale collusion et au dix-neuvième siècle nombreux sont les grands capitalistes qui sont, dans le même temps, des élus.

Dans sa formule s'«*il y a État, il y aura des gouvernés, il y aura des esclaves*», Bakounine constate parfaitement le lien logique direct existant entre l'exploitation économique et l'existence d'un État qui permet l'organisation de cette exploitation par une classe. Il rejoint là William Godwin, considéré par Max Nettlau comme le premier théoricien anarchiste, lorsque ce dernier décrit, déjà, dans son livre publié pour la première fois en 1793 *An Inquiry concerning political justice*, ce phénomène : «*les riches sont dans tous les pays, directement ou indirectement, les législateurs de l'État ; et en conséquence leur but est de perpétuer toujours l'oppression de façon systématique*». L'État crée et entretient les structures qui rendent possible l'exploitation, ce sont les lois appliquées par sa justice avec l'aide de sa police.

Proudhon souligne particulièrement l'importance de ces lois dans le maintien d'un élément fondamental de cette logique économico-étatique : la Propriété. La pérennité de celle-ci est garantie par l'exercice de l'Autorité de l'État. Ce dernier est, à lire Proudhon, le premier allié du propriétaire, son «*assureur et son gardien*». Bakounine insiste sur la responsabilité de l'État qui permet le maintien de la propriété par l'institution de «*la propriété librement héréditaire*». L'héritage est, dit-il, «*une conséquence même du principe d'État*».

Dépassement de l'État et Internationalisation du Capital

Pour terminer ce survol des idées des anarchistes «historiques» sur l'État, il nous semble intéressant d'«écouter» ce que nous dit Reclus au début du tome deuxième de *L'Homme et la terre*, ouvrage publié après sa mort en 1905 : «*Ainsi le monde est bien près de s'unifier (...) La tendance instinctive de toutes les nations à prendre part aux affaires communes du monde entier s'est manifestée déjà en maintes circonstances. Ainsi l'on vit les six grandes puissances européennes (...) satisfaire à la fois la Turquie et la Grèce, tout en fusillant quelques malheureux crétois, (...), puisque l'«ordre public» le voulait ainsi. Ce (...) fut (...) un fait nouveau et suggestif que l'union de ces soldats et marins de diverses langues et nations, se groupant en détachement alliés sous les ordres d'un chef tiré au sort parmi Anglais et Autrichiens, Italiens, Français et Russes. (...) Il restait désormais prouvé que l'Europe est bien dans son ensemble une sorte de république d'États, unis par la solidarité de classe. La caste financière qui règne de Moscou à Liverpool avait fait agir les gouvernements et les armées avec une discipline parfaite*».

❐

Repères Bibliographiques

BAKOUNINE, Michel, *Dieu et l'État*, Paris, Mille et une nuits, 1996.

KROPOTKINE, Pierre, *L'État, son rôle historique*, Paris, Groupe de propagande par la brochure, 1928.

LEVAL, Gaston, *Bakounine et l'état marxiste*, Paris, Contre-courant, 1955.

PROUDHON, Pierre Joseph, *Les Confessions d'un révolutionnaire...*, Paris, Librairie internationale, 1868.

RECLUS, Élisée, *L'Homme et la terre...*, Paris, Fayard, 1990.

LA GENÈSE DE L'ÉTAT

A propos d'un livre de Gaston Leval

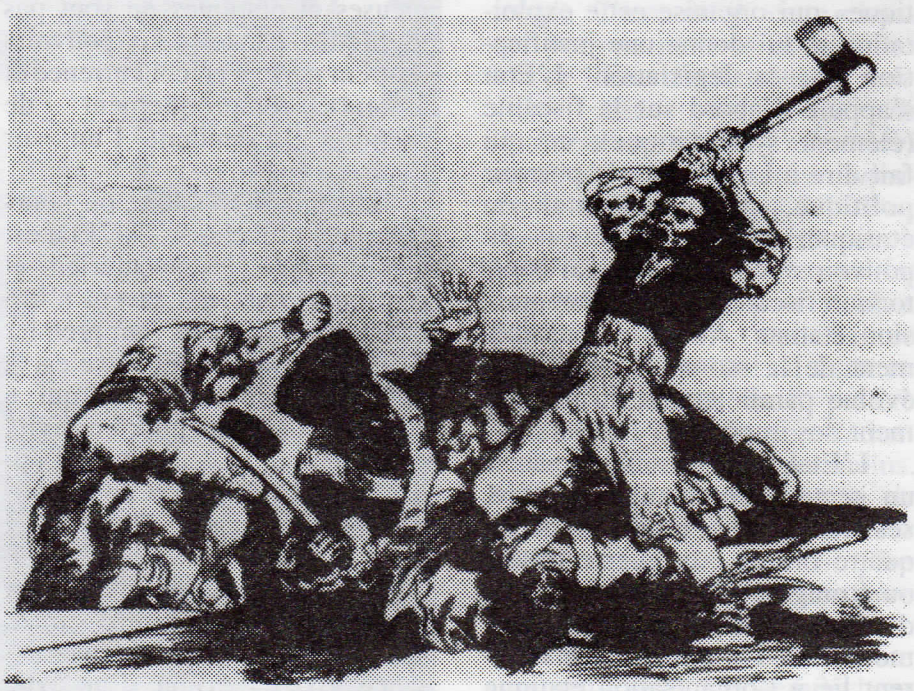
Par J. P.

Parmi les analyses anarchistes sur l'Etat, le livre de Gaston Leval, «L'Etat dans l'Histoire», tient une place particulière, car il tente de s'appuyer sur une démarche historique. Contrairement à d'autres (Bakounine par exemple) qui, lorsqu'ils ont cherché à expliquer la construction de l'Etat, se sont attachés à l'explication théorique du phénomène et ne se servaient des exemples historiques que comme des illustrations de leurs propos, Leval part de faits observés dans différentes civilisations (l'Empire inca, celui de Gengis Khan, la société médiévale, l'Etat égyptien, etc.) pour en extraire des caractéristiques communes, récurrentes et donc significatives de la construction des Etats dans ces civilisations. Ce livre n'est pas parfait. Il s'agit d'un manuscrit inachevé, publié dans une édition posthume. Il faut donc le voir comme une ébauche. Un historien pourrait toujours reprocher à Leval (autodidacte) un manque de méthode. Bartolomé Bennassar le fait pour un autre de ses livres avec une mauvaise foi évidente, car il est un peu facile de passer sous silence le fond de la pensée d'un homme sous prétexte qu'il ne suit les règles méthodologiques habituelles. Deux reproches sont cependant incontestables : ce livre est une ébauche qui survole un peu trop rapidement les périodes étudiées (l'histoire de l'humanité en un seul tome, c'est évidemment succinct); par moment, Leval s'attarde sur des critiques politiques très pertinentes, mais qui parasitent un peu le sujet premier du travail: le militant s'emporte ! Toutefois, l'apport de ce livre reste édifiant, d'autant plus qu'aujourd'hui les travaux d'historiens de renom aboutissent à certaines de ses conclusions... peut-être sans le savoir.

De 1984 à 1993, deux programmes de recherches (du CNRS et de la Fondation européenne de la Science) associent des historiens et des sociologues autour d'un thème précis : «La genèse de l'Etat moderne». Il s'agit, pour ces chercheurs, d'étudier l'émergence de la structure étatique actuelle en Europe, d'en connaître la complexité et les facteurs déterminants. Un nombre considérable de travaux ont été publiés. Jean-Philippe Genet, le directeur et codirecteur de ces deux programmes, médiéviste français réputé, spécialiste de l'histoire médiévale anglaise, fait un bilan personnel de ces recherches dans un article publié en juin 1997. La comparaison de ce bilan et des conclusions de Leval est intéressante. Pour une étude d'ampleur qui a réuni des spécialistes européens de tous les pays et sur un exemple précis, Genet constate un certain nombre de faits avérés qui confirment des aspects majeurs de la thèse de Leval.

Voici la thèse de Leval : «Le fait fondamental est que, dans les régions où les périodes historiques les plus diverses, cet agent de l'Histoire [l'Etat] apparaît comme une frondaison parasitaire qui surgit dans les circonstances les plus diverses, envahit, pénètre, étouffe tout» et «Quelqu'en soit la forme – théocratique, militaire, absolutiste, bureaucratique – nous retrouvons deux caractéristiques sans lesquelles, au fond, il n'y aurait pas d'Etat : prédominance de la guerre et prélèvement ruineux des impôts. En premier lieu, l'Etat est simultanément un instrument de domination et d'exploitation, soit du sol, soit des hommes – mais surtout des hommes».

L'étude de Leval part des sociétés primitives et il pose l'idée «du fait autoritaire dans la nature». Il aurait des causes



«psycho-biologiques». L'homme a dû s'imposer dans une nature hostile face à des facteurs adverses, «il a imposé sa volonté, est devenu dominateur du globe». Leval voit ici la manifestation du complexe de supériorité présent en chaque homme, complexe «capable de s'hypertrophier à un degré exceptionnel chez certains». Ce serait là une raison majeure de la construction des Etats.

Ce facteur est essentiel, mais pas seul à prendre en compte : certaines communautés ne développent pas de constructions étatiques, car «les comparaisons nous révèlent une autre vérité (...) à savoir que le pouvoir dirigeant devient d'autant plus agressif au-dedans d'une société qu'il est agressif au dehors». Leval observe que c'est à travers la guerre et la conquête que le chef de clan étend son pouvoir, construit une administration et trouve les ressources (économiques, humaines) nécessaires à la construction, à l'extension et à la consolidation de son pouvoir. Quant aux peuples qui subissent les invasions, ils se placent, eux aussi, derrière un protecteur. Apparaît alors une «caste étatique» qui organise cette exploitation et lui donne une justification par la législation. L'Etat s'appuie d'abord sur la fiscalité (élément systématique), ce qui fait dire à Leval que «le pouvoir politique, gouvernemental ou étatique, est la condition du pouvoir économique», car l'extorsion fiscale est liée à l'oppression étatiste. Ainsi, le renforcement de la monarchie française évolue parallèlement au mouvement des impôts.

L'Etat peut développer aussi un secteur économique propre, ses ressources étant alors de quatre ordres : la guerre (civile ou étrangère), la fiscalité, la production étatique et la valeur monétaire. Un phénomène récurrent lié à l'organisation étatique est la centralisation politique : un petit groupe (ou un homme) décident pour tous : «le centralisme assujettit, aspire et dévore la vie collective, en pompe les énergies essentielles par l'action de la bureaucratie autoritaire (...) et ne tolère pas que les initiatives, les idées créatrices se répandent; ce qui prive l'organisme social de la sève nourricière et finit par le dessécher». Enfin, Leval constate que l'Etat coûte cher à la société par la fiscalité, le pillage, la conquête, les guerres et les famines. Il rappelle que les conquêtes coûtent souvent plus cher qu'elles ne rapportent, ce qui implique que l'Etat a sa logique propre et que ses raisons ne sont pas toujours économiques. Certains hommes ont modifié le statut de propriété pour leur ambition personnelle (Attila, Tamerlan, Gengis Khan, Jules-César).

Nous pourrions aussi nous attarder sur les rapports complexes des Etats avec les organisations religieuses, mais cela nous mènerait trop loin. Disons simplement que l'Etat est la plupart du temps légitimé par des forces surnaturelles, mais que les rapports entre les institutions religieuses et étatiques ne sont pas idylliques, car les deux pouvoirs rentrent parfois en concurrence et tentent réciproquement de prendre l'ascendant l'un sur l'autre.

S'il fallait conclure, on pourrait citer cette phrase : «L'Etat est bien l'œuvre des aventuriers et des exploiteurs qui savent s'imposer par la force, en premier lieu, ou par la ruse. Et que c'est la caste des fonctionnaires qui a créé ses fonctions pour en vivre, qui a inventé de toute pièce l'appareil dont elle se sert pour justifier son existence».

Lorsque Genet parle de l'Etat moderne, il se concentre sur un sujet précis : la création, la croissance et l'extension d'un type d'Etat qui, à partir de la moitié du XIIIe siècle, colonise l'Europe, puis une partie du monde. Il ne s'inquiète pas, comme Leval, du pourquoi de la naissance des Etats, il étudie simplement un phénomène. Par ailleurs, son travail est spécifique et il n'étudie pas ce qu'il peut y avoir de commun entre ce type d'organisation étatique et les autres. Il veut simplement mettre en avant ses caractéristiques fondamentales. On retrouve donc les caractéristiques mises en évidence par Leval, mais aussi d'autres, particulières à cette forme précise d'organisation que nous connaissons aujourd'hui dans une de ses évolutions en Europe et en Amérique du Nord principalement, caractéristiques qui nous intéressent donc d'autant plus.

Qu'est ce qu'un Etat moderne ? «C'est un Etat dont la base matérielle repose sur une fiscalité publique acceptée par la société politique (et ce dans une dimension territoriale supérieure à celle de la cité), et dont tous les sujets sont concernés». Genet donne quelques explications : il s'agit d'un Etat, donc d'une forme d'organisation sociale qui, au nom de sa propre légitimité et celle de ses membres, dispose d'un contrôle de la Justice et d'une force militaire. Sa base matérielle est la fiscalité.

Après neuf années de recherches, il fait un constat : «Les Etats modernes sont caractérisés par la dépersonnalisation de la souveraineté; le prince peut encore disposer d'un pouvoir considérable, mais ce pouvoir n'est exercé que par l'intermédiaire de ses officiers et bureaucrates qui appliquent des normes indépendantes de la volonté personnelle du prince. Un niveau suffisant de concentration du capital et la capacité d'imposer son pouvoir par la force et la violence doivent être considérés comme des conditions préalables nécessaires à la réalisation de ce

degré étatique». Pour Genet aussi, le principal facteur de renforcement des Etats modernes est la guerre. «Cette forme politique est intrinsèquement liée à la pratique de la guerre (...) ce caractère reste vrai tout au long de l'existence historique de cette forme politique». C'est ce que Gaston Leval résume, pour sa part, ainsi :

«L'Etat naît de l'organisation politico-militaire qui établit un appareil administratif dont le but est d'exister d'abord, aux dépens de la population asservie». On retrouve les mêmes éléments

chez les deux auteurs : la guerre (source de richesse, de force et de légitimité), la fiscalité et la «caste étatique».

Genet souligne que la particularité de l'Etat moderne réside dans «l'existence d'un dialogue». L'Etat moderne ne s'impose pas uniquement par la force brutale. «La réalité du dialogue, et donc le caractère «moderne» de l'Etat, est prouvée par la réalité de l'existence d'une société politique cohérente». Cette société politique ne recouvre pas forcément celle qui subit le prélèvement fiscal, il s'agit en fait des représentants des autres pouvoirs qui influent sur la société et avec qui l'Etat est amené à cohabiter et dialoguer (par exemple : l'Eglise, les marchands, les seigneurs). La présence de ce dialogue et de l'émergence d'une société politique est expliquée par l'existence d'hommes qui ont un rapport de pouvoir et de force avec les structures proprement politiques de l'Etat moderne. L'Etat doit composer avec d'autres forces internes. La société politique est la traduction du compromis qu'il passe avec ces autres pouvoirs. Et c'est en composant que l'Etat moderne étend son emprise sur la société (et réduit notamment le pouvoir des seigneurs féodaux).

Genet conclu sur une appréciation personnelle : «L'Etat moderne est un bien redoutable poison. Il a généré les plus horribles guerres qui ont ravagé le monde, il a conquis et soumis à une servitude impitoyable des peuples et des nations entières ; il a favorisé et soutenu l'exploitation féroce des masses paysannes d'abord, ouvrières ensuite. Et pourtant c'est en définitive lui qui a permis l'émergence, puis la reconnaissance des droits de l'homme et donné la possibilité aux sociétés humaines de régler leurs conflits par des arbitrages politiques auxquels, selon des modalités très variées et finalement démocratiques, tous ou presque ont fini par participer par le suffrage universel. L'historien doit permettre de comprendre et savoir tout cela : que l'Etat n'est pas une fin en soi, qu'il n'est pas forcément pour un peuple ou une région un but ultime, qu'il est si dangereux et a commis tant de ravages qu'il faudra peut-être accepter de l'abolir».

Les constatations de Leval ou de Genet donnent une définition de l'Etat bien différente de celles qui sont le plus communément admises. Elles ont le mérite de remettre en cause les simplifications abusives et les mythes qui touchent à l'origine de l'Etat. Leval souligne par exemple que la thèse de Hobbes, suivant laquelle «l'état de nature » était celui de la lutte de tous contre tous et que grâce à la tutelle de l'Etat, les hommes auraient cessé de se combattre, est sans fondement. Au contraire, nous savons que l'Etat s'appuie souvent sur la guerre pour se construire et accroître son expansion. Quant aux thèses marxistes qui semblent plus sérieuses, elles ne sortent pas indemnes de ces différents apports historiques. Jean-Philippe Genet nous prévient «de l'appauvrissement qu'entraîne un recours mécaniste ou outrageusement simplificateur à la notion de classe». Leval, quant à lui, remarque que les concepts marxistes ne tiennent pas. Selon Engels, la gent primitive était idéale, elle connaissait la justice économique et la solidarité. Mais les découvertes techniques auraient altéré les modes de production et entraîné l'apparition de la propriété privée, des inégalités et des classes sociales. Le désordre causé par cette évolu-

tion, serait à l'origine de la lutte des classes et de la création de l'Etat. Ce dernier étant conçu comme une «superstructure», un instrument des classes possédantes.

Si l'on accepte l'hypothèse suivant laquelle l'Etat apparaît bien souvent avec la guerre, force est de constater que les hordes de vainqueurs ne sont pas des propriétaires terriens, détenteurs des moyens de productions, mais qu'ils détiennent la force et s'imposent grâce à elle. Et Leval constate que «quelle que soit son origine, l'Etat nous apparaît donc comme une force s'étant constituée d'elle-même, par elle-même, pour des raisons de domination politique et d'exploitation économique, grâce à la prédominance des armes et l'assujettissement des masses».

Par ailleurs, l'Etat joue souvent un rôle que la théorie marxiste ne lui reconnaît pas : celui d'agent économique exploitant des hommes. Des exemples allant de l'Egypte des pharaons à l'URSS font dire à Leval que «comme exploiteur collectif, l'Etat ne vaut pas mieux que l'exploiteur individuel. Dans l'histoire et le passé de l'humanité prise en bloc, il est plus abusif, parce qu'il dispose de toutes les formes de contraintes possibles».

Pour Leval, «l'affirmation selon laquelle l'économie s'impose toujours au politique par un déterminisme aussi inéluctable que les lois de la mécanique universelle, ne repose que sur la généralisation hâtive et superficielle (...). L'Etat a sa vie propre, une puissance qui lui permet de modeler la société à sa volonté et selon ses intérêts». Et l'on peut se demander effectivement si cette idée réductrice de l'Etat défendue par les marxistes n'est pas significative d'une sous-estimation du pouvoir étatique, de ses effets et de sa capacité à se régénérer.

Dans l'histoire, l'Etat a pris une place bien plus importante que celle d'un simple régulateur social. Peut-on établir des théories que les faits viennent contester et proposer des solutions viables avec une vision simpliste d'un vecteur aussi important ?

Si l'histoire ne peut pas donner de schéma type sur la construction de l'Etat, elle en montre du moins la complexité et invalide beaucoup d'idées reçues. L'Etat n'est pas forcément une forme nécessaire d'organisation sociale. Cette forme d'organisation sociale ne s'est pas imposée par sa légitimité, mais grâce à la force, à travers la guerre. L'Etat tel que nous le connaissons en Europe et en Amérique du Nord est l'héritier direct de l'Etat moderne pour lequel ces conclusions ont été faites après un travail d'historien sans précédent par son ampleur (européenne) et sa durée (neuf ans). Jean-Philippe Genet en arrive à des constats similaires à ceux de Gaston Leval sur ces points essentiels et il en vient, lui aussi, à appréhender l'Etat comme une sorte de parasite qui a beaucoup coûté économiquement et humainement. Si bien que l'on pourrait presque lui attribuer cette phrase de Leval : «En règle générale, c'est le travail de l'ensemble des hommes et des générations qui se sont succédés au cours du développement historique qui a permis à l'humanité de s'élever, de se perfectionner. Ce n'est pas l'activité de l'Etat».

Le travail de Genet nous amène à une autre réflexion: la caractéristique de l'Etat moderne, c'est l'existence d'une société politique. C'est une partie de notre héritage peu étudiée et pourtant fondamentale : l'Etat moderne (et sa forme évoluée actuelle) a la capacité de maintenir un dialogue et d'intégrer, au travers d'organismes aux fonctions diverses, les éléments qui ont un pouvoir et/ou qui pourraient devenir une menace. Au cours de son évolution, il transforme très souvent ses adversaires en alliés. On est loin de la force brutale de certains dictateurs et nous sommes le fruit d'une évolution de mille ans où le pouvoir d'Etat a appris à négocier et faire participer à la vie publique les forces vives du pays, pour qu'elles cessent d'être une menace.

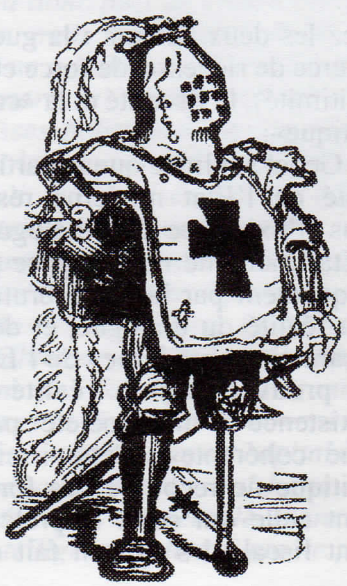
❐

Références

Gaston Leval, *L'Etat dans l'Histoire*, Bibliothèque Anarchiste, 1978.

Jean-Philippe Genet, *La genèse de l'Etat Moderne, les enjeux d'un programme de recherche* in «Les Actes de la recherche...», revue dirigée par Pierre Bourdieu, n°118, juin 1997.

Dans *L'Histoire des Espagnols*, Bartolomé Bennassar reproche à Gaston Leval son passé militant (qu'il ne cache pourtant pas dans son livre) et son absence de méthode historique pour rejeter l'ensemble du témoignage qu'il rapporte dans *L'Espagne Libertaire 1936-1939*. Bennassar en profite pour passer très rapidement sur le thème des collectivités ce qui est très curieux pour un «professeur» attaché à la «rigueur historique»...



Gaston Leval (1895-1978)

De son vrai nom Pierre Piller, l'auteur de *L'Etat dans l'histoire* fait partie de ces écrivains libertaires qu'on ne lit pas assez.

Fils illégitime d'un ancien communard, Leval fut un enfant martyre. Souffre douleur de sa mère, il a raconté le calvaire de ses premières années dans un livre hallucinant, publié en 1963, *L'enfance en croix*.

Devenu ouvrier, Leval rejoint à dix-sept ans le mouvement libertaire français. Deux ans plus tard, lorsqu'éclate la première guerre mondiale, il s'enfuit en Espagne pour échapper à la mobilisation.

A Barcelone, il fait la connaissance d'un compatriote, Jean Galy — déserteur et anarchiste comme lui, mais aussi professeur de philosophie — qui va éveiller sa curiosité intellectuelle. Ses premières années en Espagne sont entrecoupées de séjours en prison, pour absence de papiers en règle, durant lesquels il lit des classiques de la pensée anarchiste et se découvre une vraie passion pour la poésie.

Gaston Leval va progressivement gagner la confiance de ses compagnons espagnols au point de faire partie de la délégation de la CNT qui assiste, en 1921, à Moscou, au Congrès constitutif de l'Internationale syndicale rouge. Sur place, Leval discute avec des communistes français, tel Victor Serge ou Alfred Rosmer qui lui font part de leurs doutes quant à l'évolution de l'URSS. Par ailleurs, des militants anarchistes russes l'informent de la répression qui frappe leur mouvement. Leval interviendra dans le Congrès pour dénoncer cette situation et, de retour en Espagne, il fera paraître, dès la fin 1921, une série d'articles sur ce qu'il a appris en Russie, dans «Le libertaire» de Paris. Ces textes serviront au rapport qu'il présentera à la CNT, et ce sont ses informations, jointes à celles d'Angel Pestaña, qui persuaderont la CNT de se séparer définitivement de la IIIe Internationale.

Suite à ce qu'il a vu en URSS, Leval va se préoccuper des problèmes de la construction d'une société libertaire après une révolution. Il faut peut-être signaler ici que Leval, qui se définit comme «libertaire constructiviste», n'aime guère le terme d'anarchiste qu'il trouve peu clair et trop négatif. Il pense qu'à cause de son imprécision, l'anarchie attire des individus violents, des nihilistes.

Ayant immigré en Argentine en 1924, c'est dans ce pays que Leval publie ses premiers livres, notamment *Problemas economicos de la revolución española,* ouvrage dans lequel il décrit les conditions climatiques, démographiques, agraires, industrielles... de l'Espagne dans la perspective d'une prochaine révolution libertaire.

De retour en Espagne, à la fin de 1936, Leval prend part aux débats qui traversent l'anarchisme espagnol en publiant notamment *Precisiones sobre el Anarquismo* (1937). Mais il va rapidement se rendre compte qu'avec l'intervention de l'Allemagne et de l'Italie, la guerre est perdue. C'est alors qu'il décide de sauver pour la postérité les expériences de collectivisation qui se développent, à l'initiative des anarchistes, dans les régions appartenant au camp républicain. Pendant plus de huit mois, il parcourra les zones du Levant et de l'Aragon, un carnet à la main, recueillant toutes les informations possibles sur les collectivités agricoles et ouvrières. Ces données sont présentées dans son ouvrage le plus connu, *Espagne libertaire,* publié en français en 1971.

De retour en France en 1938, il est fait prisonnier comme déserteur de la première guerre mondiale, mais il parvient à s'évader de la prison de Clairevaux à l'occasion d'un bombardement allemand, en 1940. Il vit clandestinement en France jusqu'en 1949, puis se réfugie pendant deux ans en Belgique avant d'être amnistié.

En 1955, il commence l'édition des «Cahiers de l'humanisme libertaire», publication qui prendra le titre de «Civilisation libertaire» en 1976.

Pendant les événements de mai 1968, il prend part aux débats sur l'autogestion dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

Suite à l'écrasement de la révolution espagnole, Leval avait acquis la conviction que les révolutions sociales avaient trop d'ennemis et que leur défaite était inévitable. Il était devenu partisan d'une démarche évolutionniste non-violente. Un point de vue que ne partageaient évidemment pas tous ceux qui eurent l'occasion de le rencontrer dans les dernières années de sa vie. On se souvient d'une polémique assez vive, lors de la commémoration du centenaire de la mort de Bakounine, à Zürich, en 1976.

Gaston Leval est mort à Paris le 8 avril 1978. ❐

La question de l'Etat à l'intérieur du nationalisme basque

Par M. I.

Ce qui suit ne prétend pas être une étude parfaite ou exhaustive du problème de l'Etat à l'intérieur du nationalisme basque. Il s'agit plutôt d'une analyse succincte, qui cherche à poser les bases d'une réflexion. Elle devrait aider les secteurs libertaires et anarcho-syndicalistes basques ou vivant au Pays Basque à sortir de leur silence, à corriger leur vision tronquée et leurs a priori, et à se définir plus activement, en s'impliquant d'avantage dans le problème. Elle est réalisée dans le contexte de la «gauche abertzale» ou «gauche nationaliste»[1] du Pays Basque Sud, Hegoalde, Pays Basque «espagnol», ou encore Euskadi Sud.

La gauche abertzale naît après sa rupture avec le nationalisme de droite du PNB, le Parti Nationaliste Basque (conservateur), en pleine époque franquiste. Rappelons que Sabino Arana Goiri, le fondateur du PNB, établit un projet nationaliste conservateur, ultra-catholique et faisant preuve d'ostracisme à l'égard des «Espagnols», main d'œuvre importée par le capital industriel à la fin du XIXème siècle.

Après la mort de Franco, l'idée de l'indépendance du peuple basque se fait plus forte, et c'est elle qui agglutine des milliers d'hommes et de femmes autour de la gauche abertzale. Celle-ci n'est pas encore organisée en partis. Les années 1977-1978 notamment connaissent de forts mouvements assambléistes, dans les usines et même dans certains villages. A cette même époque cohabitent trois groupes armés qui adaptent leurs actions aux idées et revendications posées par les assemblées. Mais c'est aussi l'époque de la «transition démocratique» qui amène les premières élections municipales post-franquistes. Certains soutiennent que celles-ci marquent la fin de l'organisation en assemblées. D'autres pensent qu'à ce moment-là, des dirigeants de la gauche abertzale, sortis de la clandestinité, profitent de l'énergie des assemblées pour les désarmer, les adapter à leur volonté de parti, les englober sous leurs sigles au moment des élections.

Quelques sigles

Il est nécessaire de rappeler la signification de quelques sigles. Tout d'abord ETA, (Euskadi Ta Askatasuna), Euskadi et Liberté. Autour de cette appellation gravitent des mouvements sociaux, politiques et idéologiques. KAS (est l'avant-garde idéologique, qui garantit la pureté, pour ainsi dire, des revendications du MLNB ou Mouvement de Libération Nationale Basque, que nous appelons également gauche abertzale). HB, (Herri Batasuna), est la «plate-forme politique», comme l'appellent ses dirigeants, qui en cristallise les revendications. Le syndicat LAB (Langile Abertzaleen Batasuna) ou Syndicat des Travailleurs Nationalistes[2] est la courroie de transmission de HB, c'est à dire qu'il adapte sa lutte aux prérogatives de HB.

Le fonctionnement du MLNB est assez complexe. Bien que ses responsables politiques le nient. HB, LAB ou les différents mouvements sociaux du MLNB s'inscrivent dans le «centralisme démocratique». Un exemple illustrateur est le fait que LAB est récemment sorti du «bloc KAS» sans que les militant(e)s en aient connaissance, et encore moins n'en sachent les raisons.

ETA est la branche «militaire» qui a survécu aux années 70 et sa dénomination est ETA(m). Même si le slogan a perdu la force qu'il avait à ses débuts, le leitmotiv d'ETA a toujours été «Independentzia eta Sozialismoa», «Indépendance et Socialisme». L'organisation est bien entendu hiérarchique puisque militaire, et de coupe léniniste. Il est intéressant de voir que la structure militaire léniniste est parfois en contradiction avec la structure politique. Bien entendu, il n'existe aucune divergence sérieuse, l'union des deux fronts est compacte, et elle s'affirme comme une nécessité, aussi bien pour l'un que pour l'autre. Il faut cependant reconnaître une grande divergence et hétérogénéité, aussi bien entre les militant(e)s que les dirigeant(e)s, notamment de classe, mais aussi d'aspirations; pour certaines personnes une autonomie majeure serait suffisante, pour d'autres, le peuple basque a besoin d'une structure puissante qui affirme son identité par rapport aux Etats français et espagnol. Nonobstant, le discours politique du MLNB ne revendique pas (encore?) la création d'un Etat basque. Quand aux affirmations idéologiques, on pourrait dire qu'elles sont pour le moins confuses. Les dirigeants se contentent de lancer mots d'ordres, consignes et slogans, et la «base», de les assimiler et

reproduire sans analyse quelconque. Les priorités sont les suivantes : faire face à la répression des Etats français et espagnols, soutenir les prisonnier(ère)s politiques, et monopoliser sans répit le discours politique ou social autour du point de vue nationaliste, c'est à dire de l'affrontement du peuple basque avec les deux Etats qui lui refusent une identité propre. Aucune réflexion anti-capitaliste, anti-autoritaire n'est sérieusement travaillée. La contre-information, par exemple, se résume à certains journaux ou radios qui refusent systématiquement la vision étatique de l'information, soit qu'elle provienne de Madrid, soit de son «représentant en Euskadi» qu'est le gouvernement autonome basque. Mais l'analyse n'est souvent pas poussée plus loin.

Indépendance et socialisme. Années 70 : trois types de lutte armée

Lorsque la gauche abertzale amorce le virage de la «transition démocratique», elle pense qu'après la dictature, la démocratie accordera plus de place aux revendications indépendantistes du Pays Basque. En réalité, le seul pas dans ce sens sera le vote du statut d'autonomie, concédé également à la Galice, à la Catalogne, aussi bien qu'à Murcie ou à l'Andalousie, car l'Espagne s'organise non pas en départements mais en «autonomies». A la mort de Franco, la lutte armée continue, et la gauche abertzale croit en sa nécessité. Naissent alors trois tendances bien différenciées. Du premier groupe armé ETA est née une scission, les politico-militaires (pm). Idéologiquement opposés, nous avons donc l'ETA (pm) qui veut jumeler l'action politique, c'est à dire sociale, proche du «peuple», à l'action militaire, c'est à dire tactique, armée, en prise contre l'Etat espagnol et ses représentants (forces armées, militaires). L'ETA(m) donne la priorité à l'action armée. La troisième faction armée, divergente des deux précédentes est celle qui prend racine autour du mouvement autonome. La presse lui accolera l'étiquette de Commandos Autonomes Anti-capitalistes (CAA). Les CAA naissent autour des assemblées ouvrières et ne se réclament pas d'avant-garde. Dans un communiqué de l'un de ces CAA, écrit en 1978, on peut lire : «Nous croyons que face à un système oppresseur qui pratique la violence institutionnalisée à travers le Parlement et les corps répressifs, il ne reste d'autre alternative révolutionnaire que l'organisation de la classe ouvrière en assemblées, et sa lutte militaire contre le système». Les CAA définissent leur lutte armée dans une «optique libertaire». Leur organisation veut éviter la hiérarchie. Par rapport à ETA(m), ils affirment : «il nous est impossible de concevoir qu'une organisation militaire dirige le procès révolutionnaire. Pour nous la lutte armée est un moyen de développer une conscience d'autodéfense populaire pour détruire le système»[3].

De suite, dans la gauche abertzale, surgissent des tensions, qui déboucheront bientôt sur la victoire d'une seule de ces trois visions idéologiques qui la composaient. C'est la lutte pour l'hégémonie, afin qu'une seule voix représente les revendications ouvrières et nationalistes. S'ensuit alors une période, qu'un ancien militant d'ETA(pm) voit couronnée d'une «victoire militaire».

Emilio Lopez Adan «Beltza» ou Francisco Letamendia «Ortzi», appelons-les des penseurs de la gauche abertzale, parlent d'hyper-léninisme. Celui-ci s'abattra avec une force particulière sur tous les mouvements sociaux extérieurs à «l'orbite» d'ETA(m).

En ce qui concerne les (pm), les dirigeants négocieront avec le gouvernement espagnol et sortiront de l'illégalité et de la clandestinité pour «rentrer au pays». D'autres militants passeront à l'ETA(m) ou à Herri Batasuna... Certains de leurs réfugié(e)s en Euskadi Nord ou de leurs prisonnier(ère)s seront abandonné(e)s à leur propre sort. Quelques années plus tard, on retrouvera certains de leurs dirigeants parmi les rangs du parti socialiste espagnol.

La fin des CAA est tragique. On peut la dater

d'avril 1984, en Gipuzkoa, à Pasaia. Quatre de leurs militants sont fusillés par la Garde civile. Cette fusillade s'inscrit dans une campagne de criminalisation des CAA qui, de plus en plus abandonnés par leur base sociale, se font exterminer en toute impunité. Seul un secteur très minoritaire de la gauche abertzale réagira, le noyau d'ETA(m) parlera de «règlements de comptes» de l'Etat espagnol à ses «agents». L'histoire serait longue à rapporter maintenant, mais la preuve se trouve dans les journaux de l'époque[4].

Conception de l'Etat à l'intérieur du MLNB

Avec la disparition des CAA, le secteur autonome de la gauche abertzale prend un sérieux revers. C'est le secteur d'ETA(m) qui l'emporte, et affirme sa supériorité avec l'élimination de toute autre revendication que la sienne. Les concepts anti-autoritaires, antimilitaristes et anti-étatiques développés par les autonomes et secteurs libertaires de la gauche abertzale sont bafoués, marginalisés, reniés. Tous les mouvements sociaux qui composent la gauche abertzale vont subir une véritable chasse à la dissidence, aussi bien le mouvement écologique, que le mouvement féministe, antimilitariste, squatter...

Ce ne sont évidemment pas les meilleures conditions pour débattre la question de l'Etat, d'en discuter sa nécessité... D'autant que pour Emilio Lopez Adan «Beltza», le MLNB est totalement imprégné de l'Etat, dans sa propre façon de fonctionner. Pour Beltza, ETA et le secteur qui le représente revendiquent un Etat Nation, qui repose sur deux points fondamentaux. Le premier est la reconnaissance de l'identité historique basque. Le second, le besoin d'un Etat qui garantisse la défense de cette identité, donc de «défense» face aux «ennemis». Ce concept de l'Etat s'est appliqué à l'organisation même du MLNB, par le biais du centralisme démocratique et l'adoption du léninisme. Etat et Parti se confondent. Pour le MLNB, la révolution ce sera de parvenir à l'indépendance d'Euskadi. S'opposer à la création d'un Etat signifie s'opposer à un droit identitaire historique, s'opposer à la libération d'un peuple; c'est agir en «contre-révolutionnaires». On pourrait croire ce discours révolu et enterré avec la disparition soviétique du lénino-stalinisme au pouvoir pendant 70 ans. Rien de plus loin de la réalité dans ce petit coin de la vieille Europe que l'on nomme Euskal Herria, Pays Basque, País Vasco, Euskadi... Au contraire, parmi les dirigeants du MLNB, c'est un langage constamment entretenu, un véritable catéchisme.

Négociation politique

Le MLNB et son avant-garde militaire qu'est l'ETA veulent forcer les Etats espagnols et français à reconnaître l'identité du peuple basque. Cela se fera par les armes, qui réussiront selon eux à mettre les Etats à genoux, prêts pour la négociation. Jusqu'en 1872, les provinces basques du Pays Basque Sud ont eu un quota de pouvoir autonome, que l'on nommait Fueros ou Foruak. De cette façon, la Couronne espagnole reconnaissait implicitement l'identité particulière de ces provinces. De même, les provinces basques réglaient certains problèmes (fiscalité, politique provinciale...) sans ingérence de l'Etat. A l'heure actuelle, le Pays Basque Sud est une autonomie, figure juridico-politique qui lui concède le pouvoir de décision dans certains domaines (culture, santé, sécurité et police autonome...). Placée dans ce contexte, la volonté du MLNB de négocier avec l'Etat espagnol rentre dans l'entente, l'accord historique que les institutions basques ont maintenu avec le gouvernement de Madrid. Sa lutte est totalement réformiste, l'Etat n'est pas remis en cause, seulement son identité française ou espagnole, qui opprime l'identité basque. C'est pareil pour l'armée, la police ou le capital. Le MLNB accorde une importance particulière au terrain politique, et aux élections. Josu Teilleria, membre du bureau politique d'Herri Batasuna, avec qui

nous avons conversé, affirmait qu'une fois leur revendication principale assouvie (par exemple l'amnistie des prisonnier(ère)s politiques et la reconnaissance du territoire), Herri Batasuna prendrait part au jeu électoral, toutes tendances politiques confondues, pour autant que le cadre reconnu soit basque... Assurément, certain(e)s militant(e)s du MLNB s'insurgeront si on leur dit que, finalement, la lutte de leurs dirigeants politiques (dans laquelle tant de personnes s'impliquent, donnent leur force et parfois leur santé et leur vie) n'est qu'une lutte pour une parcelle de pouvoir, rien qui fasse réellement trembler les ciments de la démocratie bourgeoise. Pour l'instant, à l'intérieur du MLNB, on refuse de penser à l'Euskal Herria de demain. «On verra», les priorités sont autres.

Que faire ? Comme disait le «camarade» Lénine !

Pour en revenir à la question de l'Etat, celui-ci n'est que trop intégré, dans les mœurs, l'histoire et les actions quotidiennes de la population du Pays Basque, qu'on le veuille ou non. Il paraît assez clair que ce n'est pas le MLNB qui va tenter de changer les mentalités dans ce sens-là. Il serait donc temps que les sensibilités libertaires prennent conscience que si elles ne réalisent pas ce travail, les événements prendront un tout autre chemin que celui de la révolution sociale. Il s'agit de préparer le terrain et de couper court aux revendications nationalistes qui déforment la réalité. C'est ce que le secteur autonome de la gauche abertzale tente de faire depuis quelques années. Ainsi les luttes menées dans le domaine antimilitariste, dans une partie du féminisme et de l'écologie, ainsi que dans l'opposition au «développement sauvage»[5] ont échappé à l'hégémonie du MLNB. Pour les anarcho-syndicalistes puritains, cela ne représente peut-être qu'un amalgame d'autonomes mal coordonné(e)s. Cependant, l'expérience de ces autonomes montre une organisation horizontale, fonctionnant en assemblées, sans délégation de pouvoir et relativement puissante en tant qu'instrument de contre-information, qui sait répondre à la propagande institutionnelle par un discours clair et compréhensible. C'est un discours amplement plus universel que celui du MLNB, mais aussi moins dogmatique que celui trop souvent utilisé par les anarcho-syndicalistes. En plus, c'est un discours très dynamique, qui tente d'éviter au maximum les pièges du pouvoir. La lutte antimilitariste en est le plus clair exemple : ses tactiques ont changé autant de fois que les lois ont tenté de drainer le mouvement antimilitariste. Le but : toujours lutter dans des domaines indescriptibles pour les lois et contrer la propagande par la contre-information et la plus grande sensibilisation possible de la société. C'est ce que le mouvement antimilitariste a bien réussi à faire, notamment en Euskadi Sud. Qu'il soit clair qu'entre révolution sociale ou nationale, l'autonomie qui vit au sein de la gauche abertzale choisirait sûrement la sociale. Mais comme affirme Beltza, «Nous sommes abertzale dans la mesure où l'identité basque est réprimée. Une fois assouvie cette revendication, le nationalisme ne revêt aucune importance».

A ce moment-là naît le dilemme : le secteur autonome est rejeté par le MLNB, mais pas davantage écouté par les anarcho-syndicalistes. Le MLNB et les anarchistes sont des ennemis voués, et leurs revendications auto-exclusives. Résultat : rien n'est fait qui s'oppose concrètement à la démocratie bourgeoise, la misère qu'elle répand, l'exploitation, aussi bien humaine que des ressources naturelles... On reste chacun(e) de notre côté et le capital s'en frotte les mains. Il serait temps de voir la nécessité d'unir les forces contre l'ennemi qui se trouve rassemblé dans les positions nationalistes de la gauche abertzale tout autant que dans celles de la démocratie traditionnelle. Mieux vaudrait maintenant que plus tard, car lutter contre les pouvoirs établis est un travail de longue haleine qui nécessite un puissant travail de fond. ❐

Notes

1. Gauche abertzale peut se traduire par gauche nationaliste, ou encore «patriote». Aberria=patrie en basque.

2. Ici aussi on pourrait lire «Patriotes».

3. *Un anticapitalismo iconoclasta. Comandos Autonomos*, «Likinianoren Altxorra» n° 6, 1996.

4. L'histoire commence avec l'assassinat du député du parti socialiste espagnol en Pays Basque Enrique Casas, que les CAA savaient parmi les instigateurs du GAL. Cela s'est produit en pleine campagne électorale; la presse, les médias crient à «l'attaque des principes fondamentaux de la démocratie» etc. Quand au MLNB, il rentre dans la campagne née contre les CAA, affirmant sa conviction (déclarations de Floren Aoiz, alors dirigeant de Jarrai, et actuellement membre du Bureau National de Herri Batasuna) que le gouvernement espagnol avait payé des mercenaires, pour discréditer ainsi HB aux élections. Quand se produit la fusillade de Pasaia, ce même dirigeant dira qu'il ne s'agit que de la preuve de ce fait, puisque le gouvernement espagnol aurait ainsi fait disparaître ses «agents», aussi bien que toutes les preuves qui visaient à corroborer la version du MLNB.

5. Il s'agit surtout de la lutte menée contre la construction de la ligne de TGV à travers le Pays Basque, la fameuse «Y», ou plan des communications projeté par le gouvernement basque et le gouvernement central.

ÉDITIONS ÉDAM Europe Éditions et diffusion L'Aide mutuelle

Les ouvrages suivants sont disponibles à la vente par correspondance.

Noam CHOMSKY, *Un monde complètement surréel.*
Editions EDAM, 48 p. CHF 4.- + frais de port.

«La base de l'intégrité de l'être humain est la liberté de penser. Avoir cette liberté de penser mais ne pouvoir l'exprimer librement équivaut à transformer l'être humain en machine. Si vous attribuez à l'homme une valeur qui lui est intrinsèque, vous ne sauriez qu'être en faveur de la liberté d'expression» (extrait de la brochure). Cette brochure contient :
- Contrôler la pensée publique (entrevue accordée à la revue «Les Raisons de l'ire» en 1996;
- Les maîtres de l'humanité: commentaires sur l'ALENA (texte paru dans la revue «The Nation» en mars 1993, inédit en français;
- Pas moyen de nous échapper (conférence donnée en 1993, texte inédit en français;
-1984, celui d'Orwell et le nôtre (article paru dans «Magazine libertaire» en 1984).
Noam Chomsky (récipiendaire du Prix Kyoto pour les sciences fondamentales en 1988) est militant anarchiste, écrivain et professeur de linguistique et politique au Massachusetts Institute of Technology (MIT). Il est l'auteur de plusieurs livres et articles sur la politique étrangère américaine, les questions internationales, les droits de la personne et les médias. Sa pensée et ses écrits apportent une contribution aux mouvements pour la paix, la justice et la démocratie à travers le monde.

John CLARK, *Introduction à la philosophie écologique et politique de l'anarchisme.*
Editions EDAM, 64 p. CHF 4.- + frais de port.

Face à la crise des idéologies de droite ou de gauche, les trois essais que nous proposons dans cette brochure *(Qu'est-ce que l'anarchisme ?, La politique de libération : de la classe à la culture, L'anarchisme et la crise mondiale actuelle)* ouvrent une autre perspective : le communautarisme anarchiste, à propos duquel, tôt ou tard, doit s'interroger tout écologiste et tout théoricien de la «libération». Mais aussi question pour toute philosophie alternative à la «politique de l'autruche» qui consiste à ne réagir qu'au coup par coup au lieu de décider dès maintenant d'orienter son destin. John Clark enseigne la philosophie à l'Université Loyola à la Nouvelle Orléans. Il participe aux activités de l'Institut de l'Écologie Sociale, fondé par l'écologiste libertaire américain Murray Bookchin. John Clark a publié *Max Stirner's Egoism, The philosophical Anarchism of William Godwin, The Anarchist moment et Renewing the Earth (The promisse of Social Ecology).*

Nicolas WALTER, *Pour l'anarchisme.*
Editions EDAM, 54 p. CHF 4.- + frais de port.

L' anarchisme illégaliste et terroriste, à l'œuvre de 1886 à 1912 a eu pour conséquence, entre autres choses bien sûr, la provocation d'une telle confusion dans les esprits quant à la véritable signification du terme anarchisme, qu'il est depuis toujours fort utile d'éditer et de rééditer des ouvrages qui le définissent clairement. *Pour l'anarchisme* est un tel livre. Il est simplement divisé en quatre parties : trois d' entre elles apportent des éléments de réponse aux questions : «Que croient les anarchistes ?», «Que veulent les anarchistes ?» , «Que font les anarchistes ?» ; la quatrième met en lumière les divers courants du mouvement. Loin de se prétendre exhaustif parce que conscient du caractère inépuisable du sujet qu'il aborde, ce livre est pourtant un excellent ouvrage d'introduction à la pensée libertaire. Il ne faut toutefois pas oublier qu'il a été écrit en 1969 et que l'anarchisme s'est depuis lors enrichi de nouvelles problématiques, phénomène démontrant une fois encore la

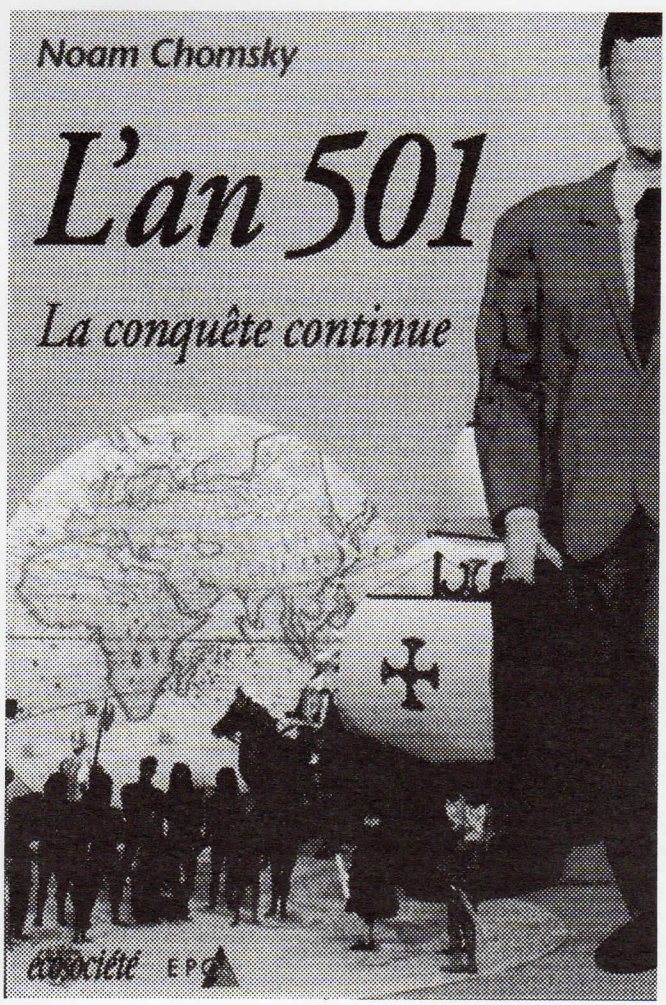
vitalité de ce mouvement de pensée.

Noam CHOMSKY, *L'An 501 La conquête continue.*
Editions Ecosociété, 136 p. CHF 34.- + frais de port.

C'est le devoir de l'intellectuel de dire la vérité, déclarait l'auteur en 1966 dans son premier livre politique intitulé *The Responsability of tbe Intellectuals*. Écrit dans le style caractéristique de Noam Chomsky, *L'An 501* offre une analyse rigoureuse et incisive de la conjoncture actuelle. C'est en décodant le langage stéréotypé des rapports administratifs et des déclarations officielles, repris par les médias d'information, et en les confrontant avec les documents internes et privés que Chomsky démontre combien les principes et les idéaux mis en avant par les chefs d'État ont peu à voir avec la réalité de leur politique étrangère de domination et d'exploitation. De la même façon, nous découvrons comment la politique constante de désinformation empêche toute démocratie véritable : la guerre aux travailleurs et au peuple en général est démasquée. La conquête européenne du monde commence avec l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique, le 12 octobre 1492. Si les États-Unis d'Amérique sont au coeur du terrible réquisitoire que constitue ce livre, c'est non seulement parce qu'ils exercent maintenant l'hégémonie mondiale, mais parce que, descendants des Européens, ils ont hérité des institutions même qui fondent et expliquent cette conquête (le tandem État-monde des affaires). Parce qu'il attaque les abus du pouvoir partout où il les voit, Chomsky révèle la constance du racisme et du mépris envers les peuples rencontrés, leurs institutions, leur culture, leurs inventions, leurs valeurs, partout dans le monde, qu'il s'agisse du Bengale, de l'Indonésie, de Cuba, de l'Indochine, de l'Amérique centrale, d'Haïti ou d'ailleurs.

Noam CHOMSKY, *Les dessous de la politique de l'Oncle Sam.*
Editions Ecosociété, 363 p. CHF 13.- + frais de port.

Noam Chomsky nous introduit dans les coulisses du gouvernement américain où se trament chaque jour de véritables machinations destinées à asseoir plus confortablement l'impérialisme américain. Le principe de base est simple : maintenir le rôle de l'État-providence pour les riches partout en Asie, en Amérique ou en Europe. La stratégie : déstabiliser le pays, renverser le gouvernement légitime, assassiner les résistants et imposer une marionnette qui dirigera le pays sous le joug des États-Unis d'Amérique. Le tout avec l'appui des militaires, largement approvisionnés en armes, techniques de tortures et mercenaires par la CIA. Mais le gouvernement de Washington ne peut réussir à poursuivre avec constance cette politique étrangère qu'en dupant sa propre population. Il le fait avec la complicité des médias, par l'usage systématique d'un double langage par lequel les mots qu'entend le peuple ont un sens doctrinal réservé à l'élite.



Commandes à adresser à:

EDAM - Europe
case postale 664
1211 GENEVE 4

Une facture et un bulletin de versement vous parviendront avec votre commande.

Vous pouvez également obtenir gratuitement contre envoi d'une enveloppe C5 affranchie (23 x 16 cm) et portant votre adresse le catalogue complet des Editions Ecosociété.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

J. G	GE	20.-
P. L.	VD	20.-
G. F.	GE	20.-
J.-P. S	NE	50.-
C. C.	VD	20.-
J. S.	France	20FF
J.-C. A.	France	40FF
J. C.	France	100FF
CNT-Landes	France	20FF
S. E.	VD	30.-
J.-C. S.	GE	50.-
M.-T. C.	VS	25.-
R. S.	France	50FF
A. P.	France	20.-
P. L.	VD	25.-
E. L.	France	400FF
J.-L. P.	France	150FF
A. B.	GE	100.-

Affranchi n°15 - Liste n°11

dans ce NUMÉRO

DOSSIER ÉTAT :

DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC OU DÉFENSE DE L'ÉTAT ?

PLUMEZ LES MILLIONNAIRES

L'ÉTAT ET LES ANARCHISTES "HISTORIQUES"

LA GENÈSE DE L'ÉTAT. A PROPOS D'UN LIVRE DE GASTON LEVAL

LA QUESTION DE L'ÉTAT À L'INTÉRIEUR DU NATIONALISME BASQUE

LIVRES

LA GRIFFE

La revue «La Griffe» est en train de devenir une publication libertaire de plus en plus conséquente. On y trouve de nombreux compte rendus de livres, mais aussi des articles intéressants et des informations sur les débats publics et autres activités en région lyonnaise, notamment dans le cadre de la librairie La Gryffe. Sa dernière livraison (numéro 7, automne 1997, 10FF) contient un important dossier sur le thème du travail.

La Griffe
c/o Librairie La Gryffe
5, rue S. Gryphe
F - 69007 Lyon

BULLETIN D'ABONNEMENT

5 NUMÉROS ☐ **20 FRS (80 FF)**
SOUTIEN ☐ **30 FRS OU PLUS**

NOM:----------PRÉNOM:----------

ADRESSE:----------

NP:----------LOCALITÉ:----------PAYS:----------

Retourner à: Association Réflexions Sociales Case postale 172 - CH-1000

Dernière livraison d'«Action directe» périodique de la section de l'AIT en ex-URSS